

Chambre des Représentants

SESSION 1954-1955.

29 MARS 1955.

PROJET DE LOI

fixant des règles d'organisation de l'enseignement de l'Etat et de subvention, par l'Etat, d'établissements d'enseignement moyen, normal et technique.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. GILSON.

Art. 31.

Supprimer cet article.

Art. 32.

Supprimer cet article.

Art. 33.

Supprimer cet article.

Art. 34.

Supprimer cet article.

Art. 35.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION DES AMENDEMENTS AUX ARTICLES 31 A 35.

La procédure prévue ici est une procédure d'exception, qui enlève à l'enseignement libre toute autorité sur son personnel. Il vaut mieux

Voir :

217 (1954-1955) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 16 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1954-1955.

29 MAART 1955.

WETSONTWERP

houdende regelen inzake inrichting van het Rijks-onderwijs en inzake subsidiëring van instellingen voor middelbaar, normaal- en technisch onderwijs door de Staat.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER GILSON.

Art. 31.

Dit artikel weglaten.

Art. 32.

Dit artikel weglaten.

Art. 33.

Dit artikel weglaten.

Art. 34.

Dit artikel weglaten.

Art. 35.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING VAN DE AMENDEMENTEN OP ARTIKEL 31 TOT 35.

De bij voormelde artikelen ingestelde procedure is een uitzonderingsprocedure waardoor aan het vrij onderwijs elk gezag over zijn

Zie :

217 (1954-1955) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- Nos 2 tot 16 : Amendementen.

maintenir les dispositions en vigueur dans les différentes lois organiques de l'enseignement moyen, de l'enseignement normal et de l'enseignement technique et qui prévoient la création de commissions paritaires pour l'ensemble des établissements libres de chacun de ces secteurs; dès à présent, ces commissions sont arrivées à des résultats satisfaisants.

Art. 36.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les établissements organisés par les provinces et les communes et les établissements privés subventionnés doivent, dans tous les documents destinés au public, mentionner les dénominations officielles de leurs écoles, cours, degrés d'enseignement et sections. »

Art. 37.

1. — Au § 1, compléter le deuxième alinéa par ce qui suit :

« et de poursuivre le recrutement des élèves par des moyens déloyaux notamment en se livrant à des attaques contre d'autres écoles. »

2. — Remplacer le texte du § 2 par ce qui suit :

Il est créé une Commission mixte des litiges, composée, sous la présidence d'un magistrat effectif ou honoraire de l'Ordre judiciaire, de deux chambres, l'une française, l'autre flamande. Chaque chambre comprend six membres, savoir :

» trois membres représentant l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

» trois membres représentant l'enseignement libre agréé ou subventionné.

» Le président et les membres sont nommés par le Roi. Les délégués de l'enseignement libre sont choisis sur des listes doubles de six candidats présentées par les fédérations les plus représentatives des établissements libres.

» La Commission mixte des litiges est saisie par le Ministre de l'Instruction Publique, par les pouvoirs organisateurs d'écoles provinciales et communales, par les directions d'écoles libres, ou par des particuliers, de toutes les plaintes relatives à des infractions aux prescriptions de l'article 37, § 1, de la présente loi. Elle donne son avis sur le fondement de ces plaintes et sur l'opportunité d'appliquer une des sanctions prévues à l'article 38 de la présente loi.

» La Commission peut se faire communiquer par les administrations, les pouvoirs organisateurs et les directions d'écoles, tous les renseignements nécessaires à l'examen des affaires dont elle est saisie. Elle dépose ses conclusions entre les mains du Ministre de l'Instruction Publique, et, le cas échéant, auprès de l'autorité ou de l'organisme dont dépend l'établissement intéressé. »

Art. 37bis (nouveau).

Insérer un article 37bis (nouveau) libellé comme suit :

« Le Roi détermine les règles de fonctionnement de la Commission prévue ci-dessus, ainsi que les délais dans lesquels ses avis sont rendus. Il peut, notamment, prévoir une procédure d'urgence.

» Il fixe la durée du mandat des membres et prend les mesures utiles pour assurer leur suppléance. »

Art. 36.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De door de provincies en de gemeenten tot stand gebrachte inrichtingen en de gesubsidieerde bijzondere inrichtingen moeten in al de voor het publiek bestemde stukken de officiële benamingen vermelden van hun scholen, cursussen, onderwijsgraden en afdelingen. »

Art. 37.

1. — In § 1, het tweede lid aanvullen met wat volgt :

« en leerlingen aan te werven door oneerlijke middelen, namelijk door aanvallen tegen andere scholen. »

2. — De tekst van § 2 vervangen door wat volgt :

« Er wordt een gemengde Geschillencommissie opgericht, samengesteld uit twee kamers, één Nederlandse en één Franse, voorgezeten door een werkelijk magistraat of door een ere-magistraat der Rechterlijke Orde. Elke kamer telt zes leden, te weten :

» drie leden die het door de openbare besturen ingericht onderwijs vertegenwoordigen;

» drie leden die het erkend of gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen.

» De voorzitter en de leden worden door de Koning benoemd. De afgevaardigden van het vrij onderwijs worden aangewezen op dubbellijsten van zes kandidaten voorgedragen door de representatieve verbonden der vrije inrichtingen.

» Al de klachten betreffende overtredingen van het bepaalde van artikel 37, § 1, van deze wet worden bij de gemengde Geschillencommissie aanhangig gemaakt door de Minister van Openbaar Onderwijs, de inrichtende overheid der provinciale en gemeentelijke scholen, door de besturen der vrije scholen of door particulieren. De Commissie brengt advies uit over de reden van deze klachten en over de wenselijkheid om een van de bij artikel 38 dezer wet bedoelde sancties te treffen.

» De Commissie kan zich door de besturen, de inrichtende overheid en de schoolbesturen al de inlichtingen laten ter hand stellen die nodig zijn voor het onderzoek van de bij haar aanhangig gemaakte zaken. Ze maakt haar conclusies over aan de Minister van Openbaar Onderwijs en in voorkomend geval aan de overheid of aan de instelling waarvan de betrokken inrichting afhangt. »

Art. 37bis (nieuw).

Een nieuw artikel 37bis inlassen, dat luidt als volgt :

« De Koning bepaalt de regelen voor de werking van de hierboven bedoelde Commissie, en de termijnen binnen welke zij haar adviezen verstrekt. Hij kan o.m. een spoed-procedure invoeren.

» Hij stelt de duur van het mandaat der leden vast en neemt de nodige maatregelen om in hun vervanging te voorzien. »

Art. 38.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les infractions aux dispositions de l'article 37, § 1 de la présente loi font l'objet, après avis de la Commission mixte des litiges, de sanctions à l'égard du personnel qui s'en est rendu coupable.

» En ce qui concerne les établissements subventionnés par l'Etat, elles peuvent entraîner le retrait des subsides, au cas où l'établissement ne prendrait pas de sanctions à l'égard du personnel responsable de l'infraction. »

Art. 39.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Un conseil de perfectionnement de l'enseignement normal est chargé de donner son avis :

» 1^o sur toutes les questions relatives aux programmes et à l'organisation des études;

» 2^o sur les manuels classiques ainsi que sur les livres de bibliothèque et de prix qui lui sont soumis;

» 3^o sur toutes questions dont il est saisi par le Ministre de l'Instruction Publique ou dont l'examen est demandé par un tiers des membres au moins.

» Ce conseil est présidé par le Ministre ou par la personne qu'il désigne. Il est divisé en trois sections de six membres, choisis par moitié dans l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et par moitié dans l'enseignement privé subventionné.

» Ces sections sont respectivement compétentes :

» la première pour l'enseignement normal gardien,

» la deuxième pour l'enseignement normal primaire,

» la troisième pour l'enseignement normal moyen.

» Le Roi fixe le règlement organique du conseil et en nomme les membres. »

Art. 40.

A la troisième et quatrième lignes remplacer les mots :

« des écoles normales de l'Etat et des écoles normales agréées »,

par les mots :

« des écoles normales organisées ou subventionnées par l'Etat ».

Art. 41.

1. — A la quatrième et cinquième lignes du premier alinéa après les mots :

« le Ministre de l'Instruction Publique »,

remplacer la suite du texte par ce qui suit :

« par le Conseil supérieur de l'enseignement technique ou par son comité directeur et notamment sur les questions relatives aux programmes et à l'organisation des études. Dans les cas déterminés par le Roi, ce conseil émet un avis préalable à l'octroi de dispenses pour des conditions de recrutement du personnel dans l'enseignement technique, notamment en matière de nationalité et de diplômes. »

2. — Supprimer le deuxième alinéa.

3. — Compléter le troisième alinéa par ce qui suit :

« Il peut organiser en son sein des sections spécialisées et prévoir les cas où ces sections peuvent exercer à l'égard des matières qui les concernent, la plénitude des attributions du Conseil. »

Art. 38.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Elke overtreding van het bepaalde in artikel 37, § 1, van deze wet geeft, na advies van de gemengde Geschillencommissie, aanleiding tot strafmaatregelen ten opzichte van het personeel dat zich daaraan schuldig heeft gemaakt. »

» Ten aanzien van de door het Rijk gesubsidieerde instellingen kunnen dergelijke overtredingen intrekking van de toelagen medebrengen, ingeval de instelling mocht nalaten het schuldige personeel te straffen. »

Art. 39.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Een Verbeteringsraad voor het normaalonderwijs wordt ermee belast van advies te dienen :

» 1^o nopens al de vraagstukken betreffende de programma's en de inrichting van de studiën;

» 2^o nopens de schoolboeken en de bibliotheek- en prijsboeken, die hem worden voorgelegd;

» 3^o nopens al de vraagstukken die door de Minister van Openbaar Onderwijs bij hem aanhangig worden gemaakt en waarvan het onderzoek door ten minste een derde van de leden wordt gevraagd.

» Deze raad wordt voorgezeten door de Minister of door de door hem aangewezen persoon. Hij is onderverdeeld in drie afdelingen met zes leden, gekozen voor de helft uit het door de openbare besturen ingerichte onderwijs, en voor de helft uit het bijzonder onderwijs.

» Die afdelingen zijn respectievelijk bevoegd :

» de eerste voor het normaalonderwijs voor bewaarschoolonderwijzeressen;

» de tweede voor het lager normaalonderwijs;

» de derde voor het middelbaar normaalonderwijs.

» De Koning stelt het organiek reglement van de raad vast en benoemt de leden er van. »

Art. 40.

Op de tweede en de derde regel de woorden :

« van de rijksnormaalscholen en van de erkende normaalscholen »,

vervangen door de woorden :

« van de door de Staat ingerichte of gesubsidieerde normaalscholen ».

Art. 41.

1. — Op de vierde regel, na de woorden :

« welke de Minister van Openbaar Onderwijs »,

het vervolg van de tekst vervangen door wat volgt :

« de Hoge Raad voor het technisch onderwijs of zijn bestuurscomité hem voorlegt, namelijk over de vraagstukken betreffende de leerplannen en de inrichting der studiën. In de door de Koning bepaalde gevallen, brengt deze Raad advies uit vóór de toekenning van vrijstellingen van de voorwaarden van aanwerving van het personeel in het technisch onderwijs, o.m. inzake nationaliteit en diploma's. »

2. — Het tweede lid weglaten.

3. — Het derde lid aanvullen met wat volgt :

« Hij mag in zijn midden gespecialiseerde afdelingen oprichten en de gevallen vaststellen waarin deze afdelingen in de aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen, de bevoegdheden van de Raad ten volle mogen uitoefenen. »

Art. 42.

(Sous-amendement à l'amendement du Gouvernement, n° 217/8.)

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Il est créé auprès du Ministère de l'Instruction Publique un Conseil supérieur de l'enseignement technique. Le Roi détermine sa composition et son fonctionnement. Il veille à assurer en son sein une parité entre les membres représentant les organisations économiques et sociales et ceux représentant l'enseignement; parmi ces derniers, les personnalités représentant l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et l'enseignement privé subventionné sont en nombre égal.

» Le Roi constitue au sein de ce Conseil un Comité directeur ainsi que des sections spécialisées. Au sein du Comité directeur, il assure la représentation des organisations économiques et sociales, et la parité prévue ci-dessus entre représentants des divers enseignements.

» Le Conseil supérieur et le Comité directeur donnent au Ministre de l'Instruction Publique, à sa demande ou d'initiative, des avis sur toutes les questions relatives à l'enseignement technique et, en général, à la formation professionnelle de la jeunesse.

» Le Comité directeur a en outre pour mission :

» 1° de préparer et de coordonner les travaux du Conseil supérieur, du Conseil de perfectionnement et de leurs sections;

» 2° de s'informer de la suite qui a été réservée à ses avis et à ceux du Conseil supérieur;

» 3° d'émettre un avis préalable sur les projets de règlements à prendre pour l'enseignement technique, en exécution des articles 9, 10, 13, 14, 16, alinéa 2, 17, 20, 21, alinéa 2, 22, § 1, alinéas 3 et 4, 22, § 2, 23, 24, § 3, 25, 26, 27, 33, § 3, de la présente loi ainsi que dans les cas prévus par le Roi;

» 4° d'émettre un avis préalable sur les projets d'arrêtés particuliers concernant des établissements d'enseignement technique, à prendre en exécution des articles 2, §§ 5, 8, 9, 8°, 12, 13, 8°, 18, 37, 38 et 44 de la présente loi, ainsi que dans les cas prévus par le Roi. »

Art. 42bis (nouveau).

Insérer un article 42bis (nouveau) libellé comme suit :

« Pour les cas où la consultation des Conseils prévus au présent chapitre est obligatoire, le Roi peut fixer un délai endéans lequel cet avis doit être donné; le délai ainsi fixé ne peut être inférieur à quinze jours; il est passé outre à l'avis si celui-ci n'est pas donné dans le délai requis. »

Art. 42.

(Subamendement op het amendement van de Regering, n° 217/8.)

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs wordt een Hoge Raad voor het technisch onderwijs ingesteld. De Koning bepaalt zijn samenstelling en zijn werking. Hij zorgt er voor dat in zijn midden gelijkheid bestaat tussen de leden vertegenwoordigers van de economische en sociale organisaties en de vertegenwoordigers van het onderwijs; onder laatstgenoemden zijn de personaliteiten die het door de openbare besturen ingericht onderwijs en die het gesubsidieerd bijzonder onderwijs vertegenwoordigen gelijk in getal.

» De Koning richt in die Raad een Bestuurscomité en gespecialiseerde afdelingen op. Hij zorgt, in het Bestuurscomité, voor de vertegenwoordiging der economische en sociale organisaties en voor de hierboven vermelde gelijkheid tussen vertegenwoordigers van de verschillende soorten van onderwijs.

» De Hoge Raad en het Bestuurscomité brengen bij de Minister van Openbaar Onderwijs, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies uit over al de vraagstukken betreffende het technisch onderwijs en, in het algemeen, betreffende de vakopleiding van de jeugd.

» Het Bestuurscomité heeft bovendien als opdracht :

» 1° de werkzaamheden van de Hoge Raad, van de Verbeteringsraad en van hun afdelingen voor te bereiden en samen te ordenen;

» 2° inlichtingen in te winnen over het gevolg dat werd gegeven aan zijn adviezen en aan de adviezen van de Hoge Raad;

» 3° een voorafgaandelijk advies uit te brengen over de ontwerpen van reglementen welke voor het technisch onderwijs dienen genomen te worden ter uitvoering van de artikelen 9, 10, 13, 14, 16, 2° lid, 17, 20, 21, 2° lid, 22, § 1, 3° en 4° lid, 22, § 2, 23, 24, § 3, 25, 26, 27, 33, § 3, van deze wet alsook in door de Koning bepaalde gevallen;

» 4° een voorafgaandelijk advies uit te brengen over de ontwerpen van bijzondere besluiten betreffende de inrichtingen voor technisch onderwijs welke dienen genomen te worden ter uitvoering van de artikelen 2, §§ 5, 8, 9, 8°, 12, 13, 8°, 18, 37, 38 en 44 van deze wet alsook in de door de Koning bepaalde gevallen. »

Art. 42bis (nieuw).

Een nieuw artikel 42bis invoegen dat luidt als volgt :

« In de gevallen waarin de raadpleging van de in dit hoofdstuk vermelde raden verplicht is, kan de Koning een termijn bepalen waarin dit advies moet verstrekt worden; de aldus gestelde termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen; er wordt geen rekening gehouden met het advies indien het niet binnen de vereiste termijn wordt verstrekt. »

A. GILSON.

A. VERBIST.

Germaine CRAEYBECKX-ORIJ.

M.-M. VAN DAELE-HUIJS.